

faire des éloges de nous-mêmes. Nous devrions être conscients, comme le sénateur l'est lui-même, de nos déficiences et de la nécessité de nous amender et d'améliorer nos procédures afin de justifier la confiance qu'on accorde au mandat qui nous est confié. Nous devrions cependant, je crois, admettre en même temps qu'on nous offre, en cette enceinte en particulier, l'occasion de relever le défi lancé au Parlement.

Proposer que les grandes questions qui agitent le pays soient résolues par un dialogue public auquel le Parlement ne prend aucune part est une menace pour notre société libre. Qu'on n'aille pas croire que le dialogue se poursuit uniquement entre le Parlement et le peuple. Le dialogue, à mon sens, dans ce monde rétréci qui est le nôtre par suite de la télévision et des média, se déroule souvent entre le peuple et ceux qui ont pour fonction de l'informer sur les activités de ceux qui ont été élus ou désignés pour accomplir les tâches qu'implique la promulgation de mesures législatives.

Mais le dialogue ne devrait pas se limiter à eux seuls. Ils devraient rapporter, et être libres de commenter le dialogue qui doit exister entre le Parlement et la population sur toutes les grandes questions. Et nous autres, sénateurs, en avons tout particulièrement l'occasion, puisque nous ne sommes pas arrêtés par des programmes gouvernementaux complexes. Cela ne signifie pas nécessairement que nous devions prendre une décision sur tout, que nous devions arriver à un

consensus sur tous les sujets. Ce n'est pas dans la nature d'une assemblée délibérante. Aux Nations Unies, les délégués apprennent maintenant que les débats, la discussion, et ce genre d'extrapolations sont valables, même s'ils ne conduisent pas à une conclusion définitive. Notre Sénat peut réaliser un autre progrès en se penchant sur ces questions vitales, apportant ainsi sa contribution et justifiant son existence dans la Fédération qui est la nôtre.

Honorables sénateurs, le débat sur le discours du trône n'a pas pour but nécessairement de nous permettre de discourir sur chacune des propositions qu'il renferme—bien que rien ne s'oppose à un tel examen—mais c'est plutôt une occasion de nous pencher, comme le sénateur Choquette et moi-même l'avons fait ce soir, sur quelques-uns des graves problèmes qui sévissent au pays. Ceci fait, j'aimerais bien rassurer le sénateur Choquette, avant de me rassembler: une chose est certaine, c'est que le gouvernement dont je fais partie est bien conscient de ces problèmes, et qu'il a des projets pour le Canada, dont celui de préserver l'unité du pays. Et comme nous comptons pouvoir y arriver, nous espérons que le Canada continuera à contribuer à l'avènement de la paix dans le monde.

(Sur la proposition de l'honorable M. Phillips (Rigaud), le débat est ajourné.)

Le Sénat s'ajourne jusqu'à demain à 3 heures de l'après-midi.